



**Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour des postes
et l'amélioration des conditions de travail de tous les personnels**

Appel

à se mettre en grève le 23 septembre

et à se rassembler à 11h

devant la DSDEN à Digne-les-Bains

à préparer la mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue physique et psychologique rarement atteint (épuisement liés aux conditions de travail pénibles et perte de sens dans les missions).

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- refus de création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins
- refus d'annuler les suppressions de postes notamment dans le 2nd degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée
- publication de la circulaire de rentrée sans qu'aucune concertation préalable n'ait été organisée. Son contenu relève uniquement une promotion de la politique ministérielle. Le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires.

Dans le premier degré, le mouvement des personnels a montré la nocivité de la mise e place d'une RH de proximité. Les déclarations d'Emmanuel Macron à Marseille annoncent une accélération de la dérégulation à venir du traitement RH des PE et haut delà, d'une casse du statut des agents de la fonction publique. L'école n'est pas un laboratoire.

Dans plusieurs écoles du 04 les effectifs sont tendus suite aux fermetures de postes et des opérations de carte scolaire inadaptées. Nous demandons l'ouverture des postes demandés par la majorité du CDEN 04.

AESH: La généralisation des PIAL aggrave les conditions d'accueil des enfants en situation de handicap et les conditions de travail des AESH. Nous réclamons l'abrogation des PIAL, la création des poste AESH correspondant à tous les besoins identifiés, des temps complets pour toutes les AESH qui le souhaitent.

- Nos organisations dénoncent l'ensemble des mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

- Nos organisations dénoncent la précarisation toujours plus accrue des personnels : les revalorisations ne sont toujours pas à la hauteur, il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels.

- Nos organisations refusent la machine Parcours Sup, véritable machine à inégalités qui intensifie le tri scolaire et social. Elles refusent également la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales, anonymes et ponctuelles.

- Nos organisations appellent la profession à se mobiliser dès la prérentrée afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation, des créations immédiates de postes . Notre École ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Nos organisations soutiendront toutes ces actions qui doivent permettre de préparer une action nationale d'ampleur. appelleront à poursuivre ces actions, en particulier dans le cadre d'une mobilisation interprofessionnelle.

**STOPPONS LA CASSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE !
STOPPONS BLANQUER ET SA POLITIQUE !**